



# ASSAR

Adaptation at Scale in Semi-Arid Regions

## GOUVERNANCE À DIFFÉRENTES ÉCHELLES: LE PARADOXE DE L'APPROCHE TOP-DOWN

01

Définir des politiques sans prendre en compte les besoins réels des acteurs peut conduire à une maladaptation.

02

Un retour d'information qui renseigne sur la réponse des acteurs aux politiques mises en oeuvre est indispensable.

03

La proactivité est capitale pour répondre de façon durable aux besoins d'adaptation actuels et futurs.

04

Une concertation permanente avec les acteurs à différents niveaux est indispensable.

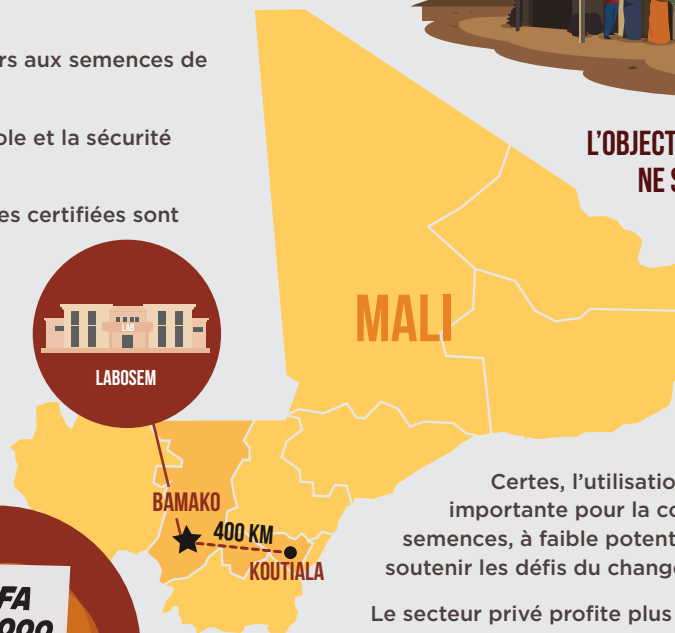
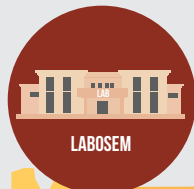
## ÉTUDE DE CAS 01 RÉGLEMENTATION SEMENCIÈRE AU MALI

### LA LOI D'ORIENTATION AGRICOLE EST MISE EN OEUVRE POUR PROMOUVOIR LA COMPÉTITIVITÉ DU SECTEUR AGRICOLE AU MALI:

Faciliter l'accès des producteurs aux semences de qualité et réduire les pertes.

Accroître la productivité agricole et la sécurité alimentaire.

Assurer que seules les semences certifiées sont vendues.



### L'OBJECTIF DE BASE DE LA POLITIQUE SEMENCIÈRE NE S'EST PAS RÉALISÉ. SA MISE EN OEUVRE A PRODUIT DES EFFETS INATTENDUS, AVEC DES CONSÉQUENCES NÉGATIVES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE:

Les producteurs utilisent toujours les semences traditionnelles du fait du coût élevé de l'opération de certification des semences améliorées.

Certes, l'utilisation des semences traditionnelles est importante pour la conservation de la biodiversité, mais ces semences, à faible potentiel, ne peuvent pas à elles seules soutenir les défis du changement climatique.

Le secteur privé profite plus du système semencier. Des entrepreneurs privés se sont associés aux producteurs, paient pour les opérations de certification, et leur re-vendent les semences, une fois certifiées. Ainsi, les producteurs n'ont pas de contrôle sur le prix des semences.

Les producteurs ont perdu l'opportunité d'apprentissage par rapport à la mise en marché des semences.

## LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS

Les variétés améliorées à cycle court et à haut rendement sont nécessaires pour la sécurité alimentaire, mais il faut que la certification soit accessible à tous les producteurs.

Le Ministère de l'Agriculture a besoin de créer des conditions pour faciliter la certification aux petits producteurs, à travers par exemple, la mise en place des unités de certification dans les zones de production.

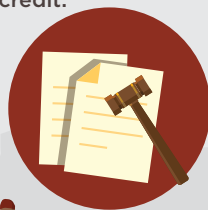
La considération du long terme dans la formulation des politiques reste capitale pour anticiper sur les probables conséquences, pour prendre en compte aussi bien les perdants que les gagnants du système, dans un contexte du changement climatique.

Des mécanismes doivent assurer la prise en compte des attentes des utilisateurs dès les premières étapes du processus de planification et que des réponses appropriées sont données aux besoins qui émergeront.

# ÉTUDE DE CAS 02 LOI SUR LES COOPÉRATIVES AU MALI

Avec les réformes dans le secteur agricole au niveau de l'espace OHADA, une nouvelle politique est suivie au Mali depuis 2010 pour restructurer le secteur cotonnier et accroître la production nationale.

Les associations des producteurs sont tenues d'harmoniser leurs statuts et règlements avec l'OHADA. En conséquence, les coopératives ont été créées autour du coton, avec l'adhésion basée sur la capacité de produire du coton et de rembourser le crédit.



Le nouveau système s'est traduit par un taux de recouvrement de crédit plus élevé pour la compagnie de coton (CMDT), mais aussi par une amélioration de la gestion de fonds collectifs des coopératives. La relation entre la compagnie cotonnière et les associations de producteurs s'est également améliorée. Toutefois, ce nouveau système contraste avec les précédentes formes d'associations villageoises qui investissaient une partie de leurs ressources pour satisfaire les besoins de la collectivité. Mais cela signifie aussi qu'il y a actuellement moins de solidarité entre les membres de la communauté. Par exemple, les paysans aisés n'aident plus les membres les plus vulnérables en période de stress.

## LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS

Les règles définies par l'approche top-down, telle que la Loi sur les Coopératives, qui ignorent les réalités sociales peuvent conduire à des résultats indésirables tels la dégradation des relations sociales.

Des politiques plus flexibles qui intègrent les avis de différents groupes sociaux peuvent aboutir à des résultats durables.



En cas de nouvelles politiques, le système doit envisager un mécanisme pour recueillir les réactions des acteurs et assurer des réponses appropriées à temps.



Les services de vulgarisation, ensemble avec les groupements de producteurs, pourraient mettre en place des structures de soutien à l'endroit de ceux qui subissent les revers de la Loi des Coopératives.

## CONCLUSION

- Quand les règles sont faites seulement à partir d'un seul niveau, elles peuvent aboutir à des résultats inattendus, comme la dégradation sociale, absence de renforcement de capacité des producteurs et des inégalités au niveau de la communauté.
- Il est important d'avoir des mécanismes flexibles en place pour recueillir les réactions et anticiper sur les actions appropriées aux nouveaux défis qui pourraient émerger de mise en oeuvre des politiques.
- La communication et l'apprentissage entre les acteurs à différents niveaux sont déterminants.
- Le processus de formulation des règles et politiques devrait être assez transparent, flexible et consultatif. Il devra prévoir un mécanisme de suivi pour avoir un retour et proposer des réponses adaptées aux plus vulnérables.

Tiré de:

Sidibé, A., Totin, E., Thompson-Hall, M., Traoré, O.T., Traoré, P.C.S., Olabisi, L.S. 2018. Multi-scale governance in agriculture systems: interplay between national and local institutions around the production dimension of food security in Mali. NJAS - Wageningen Journal of Life Sciences (84), 94-102. <https://doi.org/10.1016/j.njas.2017.09.001>.

